L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No 75 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

SAMEDI MATIN, 19 OCTOBRE.

OBSERVATIONS IMPORTANTES.

Nous prions les citoyens qui désirent voter en novembre prochain de prendre note :

1°. Que les certificats d'enregistrement 1872 ne sont plus valables ;

2°. Que ceux qui, enregistrés en 1870, ont depuis changé de Ward, doivent se faire enregistrer dans le Ward de leur nouveau domicile;

3°. Que les bureaux d'enregistrement doivent fermer dix jours avant l'élection et qu'il est bon de ne pas attendre le dernier moment.

4°. Que ceux qui se sont fait enregistrer en 1870 doivent s'assurer que leur certificat n'est pas égaré avant la fermeture de l'enregistrement.

Mort de Wm. H. Seward.

Le télégraphe a annoncé, hier, la mort d'un homme qui a joué dans l'histoire des Etats-Unis un rôle aussi funeste qu'important. Wm. H. Seward qui vient de mourir à Auburn, dans l'Etat de New-York, est, en effet, le véritable auteur responsable de la guerre qui a suivi la sécession et qui a bouleversé les institutions de ce pays.

Des quatre candidats présentés pour la présidence à la Convention républicaine de 1860, Seward était évidemment le plus éminent. Abraham Lincoln, le plus obscur des quatre, l'emporta sur lui et il ne crut mieux faire que de prendre Seward pour secrétaire d'Etat. C'est ce dernier évidemment qui dirigea la politique du nouveau gouvernement et, malgré sa vaste intelligence, il commit l'erreur impardonnable qui amena une guerre terrible de quatre années, guerre dont le pays ressentira encore longtemps les effets financièrement, politiquement et surtout moralement.

La grande erreur de M. Seward a été de ne pas avoir appréciés la portée qu'avait prise le mouvement sécessionniste dans le Sud.

Il n'est pas douteux que, s'il eût prévu qu'il faudrait pour soumettre le Sud faire la guerre quatre ans, lever trois millions d'hommes et dépenser trois à quatre milliards de dollars, il n'eût reculé devant une pareille entreprise et n'eût préféré traiter avec les commissaires du Sud.

Il n'est pas davantage douteux pour les esprits éclairés et impartiaux qui ont suivi attentivement la marche des événements que, si le Nord eût laissé le Sud à lui-même, il eût été facile de renouer, dans un bref délai, les liens fédéraux rompus, au moyen d'un compromis équitable et durable.

Mais M. Seward s'était mis dans la tête que les sécessionistes n'étaient qu'une poignée de factieux sans consistance, sans appui dans le Sud et qui seraient aisément réduits à l'obéissance. C'est cette conviction qui lui a fait jouer à l'égard des commissaires du Sud un rôle que l'on d'eux a caractérisé du terme duplicité.

M. Seward, qui se trompait si grossièrement sur l'état des esprits au Sud, a mécconnu tous les principes de son républicanisme quand il a résolu d'employer la force. Etonné de la résistance énergique qu'il rencontra tout d'abord, il n'ouvrit pas les yeux et il fit cette promesse — qu'il dût si souvent renouveler — d'en finir avec la rébellion en 90 jours. Les 90 jours ont duré quatre ans, et toutes les ruines et toutes les calamités qui ont été accumulées dans ces quatre années, ont dû peser d'un grand poids sur la conscience de celui qui avait pris l'initiative malheureuse du recours aux armes pour régler un différend qu'il eût été si facile de régler à l'amiable.

Lincoln, l'ancien cocher de bas étage que le hasard et les intrigues des coteries avaient porté à la présidence, et dont les messages successifs resteront comme des modèles curieux de contradiction, n'eût peut être jamais pris sur lui d'entreprendre cette guerre funeste, s'il n'y eût été poussé par Seward qui était, en réalité, le véritable président. C'est donc à Seward que nous sommes redevables des maux dont nous souffrons encore.

Seward avait un de ces caractères qui ne reviennent pas sur une première erreur, et son obstination à soutenir cette lutte inique et anti-républicaine devint bientôt un véritable acharnement.

Le gouvernement des Etats-Unis fut transformé en une autocratie et la liberté et l'existence de chaque citoyen furent à la merci de la décision du premier ministre. Qui veut la fin veut les moyens. Telle semblait être la maxime adoptée par le secrétaire d'Etat et le succès couronna cette persévérance digne d'une meilleure cause. Lincoln fut réélu Président et la capitulation de Lee indiqua que la Confédération était forcée de renoncer à la lutte.

Grièvement blessé dans l'attentat qui mit fin aux jours de Lincoln, Seward ne quitta que momentanément son poste de secrétaire d'Etat. Lorsqu'il reprit la direction des affaires, sous Andrew Johnson, il eut le tort grave de tremper dans le crime odieux qui restera comme une tache ineffaçable dans l'histoire de cette époque, l'assassinat de madame Surratt. Mais, dans cette seconde phase de sa carrière gouvernementale, Seward se montra sous un jour plus favorable.

Arrivé à son but, la soumission de ce qu'on est convenu d'appeler — par un étrange abus de mots — la rébellion, Seward se montre politique adroit et homme d'Etat. Il comprend la nécessité de rétablir l'union le plus vite possible, en effaçant les traces du passé, en relevant les ruines, en faisant appel à l'oubli et à la concorde. Il s'associe donc à la politique de conciliation du président Johnson, et, pour opérer une diversion salutaire dans les esprits, il cherche à inaugurer une politique extérieure propre à flatter les instincts de la nation et à lui offrir des extensions territoriales utiles au point de vue commercial et au point de vue militaire.

Des deux côtés, ses efforts sont vains. En livrant le pays aux horreurs de la guerre, il a déchaîné des haines qui l'empêchent sur toute autre considération et qui, aujourd'hui encore, après sept années et demi de paix, contrôlent les destinées de la République, tant ces haines sont tenaces et vengeles. Le président Johnson, mis en accusation, échappe à grand peine à une condamnation, et Seward, perdu dans l'esprit du sud parti, doit se résigner, à l'expiration de cette présidence, à se retirer de la vie politique.

Bien que très âgé déjà, il entreprend un voyage autour du monde, dont il n'est revenu que depuis peu pour aller mourir dans sa résidence. On était que, tourmenté par le souvenir des malheurs dont il a été une des principales causes, ce vieillard voulait fuir ses propres pensées et aller chercher l'oubli dans les pays les plus lointains. Peut-être aussi, découragé sur l'avenir de la République, allait-il consulter l'histoire et les mœurs des nations les plus diverses pour y chercher des enseignements?

Il vient de mourir, ayant perdu les sympathies de son parti et n'ayant pas reconquis celles de ses adversaires. Doué des plus grandes qualités, d'un esprit vaste et sagace, il a commis une erreur politique qui a eu des conséquences irréparables, et son nom restera indissolublement lié à cette grande guerre fratricide de la guerre de sécession, qui marquera d'une teinte sombre la fin de ce premier siècle de la république des Etats-Unis. Sans cette erreur, il eût pu jouer un rôle grand et glorieux en reconstituant l'Union par des moyens pacifiques et en cimentant de nouveau, pour une longue période, une fédération qui ne repose plus aujourd'hui que sur des liens éphémères, ceux de la force brutale.

Wm. H. Seward était né dans l'Etat de New-York, comté d'Orange, le 16 mai 1801. Après avoir été professeur dans sa jeunesse, en Géorgie. Il revint au Nord et entra au barreau en 1823. Après un avancement assez rapide dans la carrière d'avocat, il se mêla activement de politique dès 1830. Il devint sénateur de son Etat en 1830. En 1839, il était déjà l'un des chefs du parti whig. En 1853, il fit un voyage en Europe. Après un premier échec en 1854, il fut élu gouverneur de New York en 1838 et réélu en 1840. Il soutint pour la présidence Clay en 1844 et Taylor en 1848. En 1849, il entra au Sénat des Etats-Unis, et, à partir de ce moment, il joua un rôle important dans la politique du pays, comme whig et comme républicain, jusqu'au moment où il devint secrétaire d'Etat de Lincoln.

Tandis que Lincoln tombait sous le coup de pistolet de Booth, Seward, refusa pas moins d'une fracture au bras et d'un abcès très grave à la gorge, était attaqué par Lewis Payne et recevait plusieurs coups de poignard. On assure, à l'époque, qu'un de ces coups reçu dans la gorge avait amené la guérison d'une affection dont cet organe que les médecins de Seward regardaient comme mortelle.

Depuis son retour de ses voyages de Chine et du Japon, Seward travaillait, dit-on, à son histoire de sa vie publique et à un mémoire sur ses voyages.

Greeley à Baltimore.

On avait dit qu'Horace Greeley était philosophe; il l'est, en effet, et cela dans la force du terme. Les deux discours qu'il a prononcés le même jour à Baltimore, le premier à l'exposition de l'Association Agricole et le second devant les Clubs démocratiques de cette ville, le prouvent amplement. Après les élections qui viennent d'avoir lieu dans les Etats du Centre, il faut que M. Greeley ait une dose de philosophie plus qu'ordinaire, pour avoir le sang-froid et le courage de paraître de nouveau devant le public et pour émettre des idées avec le même aplomb et la même assurance que si ces élections eussent été favorables aux deux parties qui ont fait de lui leur candidat à la présidence de la République. L'un de ces discours, cependant, tout spéculatif, regrette les Grands Etats d'autrefois, et le plus grand des Etats d'aujourd'hui, le moyen de refortifier les terres nées, de n'était pas un très aimable sujet pour un homme si fort intéressé au résultat d'élections importantes, et qui venait d'être secoué dans toutes les fibres de son organisation par les rapports télégraphiques lui transmettant d'heure en heure, on peut dire de minute en minute, des nouvelles tantôt bonnes, tantôt mauvaises, le plus souvent mauvaises, et à la fin presqu'entièrement défavorables à sa candidature.

L'autre discours, adressé à des clubs venant lui rendre hommage et respect, devait nécessairement avoir trait aux affaires publiques ou à la situation politique du pays, et bien que l'enthousiasme dût baisser en proportion de l'affaiblissement des chances électorales du parti et que le découragement qui atteignait ce parti dût aussi atteindre le candidat, M. Greeley ne s'en est pas montré affecté et il n'a pas été au-dessous du rôle que deux Conventions lui avaient assigné dans les opérations électorales du pays. Ainsi, soit qu'il eût à parler d'agriculture, soit qu'il eût à parler de politique, l'homme à moitié vaincu par le suffrage universel n'a pas moins dit de bonnes et de belles choses, soit comme si ce suffrage lui eût dit à partir sur le pavois. Son allocution aux clubs restera comme un modèle de noblesse, de grandeur et de philosophie. "Les causes n'ont pas de valeur, a-t-il dit, par les hommes qui les soutiennent, mais par les choses qu'elles renferment. C'est pour cela que la nôtre ne peut périr. Réconciliation universelle, affranchissement de toutes les classes, de toutes les races, de tout le monde, sous l'empire d'une constitution consentie par tous, c'est là ce qui, avec l'unité dans l'intérêt de la nation, dans l'intérêt de son développement, de sa prospérité et de sa puissance, compose le fond de nos principes. Eh bien! une cause pareille est au-dessus des atteintes de la politique électorale, et tôt ou tard elle triomphera."

Ainsi M. Greeley continue à soutenir les diverses doctrines qui ont été la cause de la scission dans le parti républicain et l'origine du parti libéral. Le langage qu'il a tenu à Baltimore, après les élections de la Pennsylvanie et de l'Ohio, est celui qu'il tenait déjà dans son voyage au Sud, l'année dernière. Ces idées de réconciliation nationale et de réforme ont donc pris corps dans son esprit, et il n'est pas homme à les abandonner pour un échec électoral. Ces idées ont fait de Greeley un candidat; il n'est pas certain, il s'en faut de beaucoup, qu'elles puissent faire de lui un Président de la République, il le sait, mais il n'y reste pas moins fidèle, et ne pouvant pas triompher lui-même, il compte bien au moins faire triompher les idées.

Mais nous voyons autre chose que de la philosophie dans les discours de Greeley; évidemment, si le programme de Cincinnati n'avait été fait que dans le but d'un succès électoral, et pour répondre à une ambition de fortune et de pouvoir, Greeley ne s'y serait pas attaché avec autant de vigueur et de persistance. Mais nous croyons qu'il y a encore plus de signification dans ce dont Greeley évite de parler comme à dessein, que dans ce qu'il dit. Son silence sur certain point est une leçon et un avertissement.

Tout le monde a dû remarquer que Greeley, dans les très nombreuses harangues qu'il a prononcées dans le cours de cette campagne, n'a jamais dit un mot de Grant ni en bien ni en mal. La discussion de Greeley n'a rien eu de personnel contre son concurrent. Greeley a laissé Grant à l'écart tout comme si ce président par ses bonnes intentions, par sa droiture, son désintéressement et sa conduite publique et privée, eut mérité la cadonisation politique. En effet Greeley a compris que de tout le parti républicain le membre le moins coupable est encore le Président. Sa nullité intellectuelle lui étant connue, il ne pouvait décemment le prendre à partie et mettre sur son compte tous les méfaits et toutes les conspirations de ceux qui l'entourent. Mais c'est justement là qu'est le danger pour l'avenir. Grant comme instrument est tout aussi fatal qu'il le serait comme instigateur et promoteur. Il faut donc que cet instrument disparaisse. Si au contraire la nullité apparente de Grant n'est qu'un moyen habile de disimuler des plans qui ne doivent se révéler qu'à une certaine heure pour que la réalisation en soit plus facile et le succès plus certain, c'est encore une raison pour qu'il soit au plus vite remplacé par un autre sur le fauteuil de Washington. Le système de corruption, mis en pratique par l'administration dans les élections qui ont eu lieu dernièrement, est de nature à inquiéter vivement les patriotes, principalement les amis sincères des institutions républicaines.

Si la représentation est viciée dans son principe, le pays n'a plus son garantie naturelles. Il est privé de tous ses moyens de défense à l'intérieur et ses vastes ressources deviennent la proie d'un parti. Adieu alors toutes ses libertés et ses franchises. Le citoyen n'y sera plus un souverain mais un esclave, sous la dépendance d'hommes qui n'auront pas plus d'égard pour ses besoins que s'il n'existait pas. Les peuples n'ont jamais été plus malheureux que lorsqu'ils dépendaient en effet d'un parti sans contrôle, exerçant un pouvoir suprême sous des institutions n'ayant plus rien de républicain que le nom. Ce danger menace en ce moment les Etats-Unis, car qui leur garantira que la fraude employée pour faire échouer Greeley ne sera pas employée contre un autre après lui? Si, en politique, le succès légitime tout, même ce qui est impur et condamnable, il n'y a pas de raison pour que cela finisse, et voilà le pays défoncé à un parti et même à un seul homme, qui sera la personnification de ce parti et sa créature servile.

Mais Mr Greeley ne pouvait parler de ces choses; comme candidat il était sous la modération et jamais il ne s'en est écarté. Il a épargné Grant comme il le pays devait avoir pour lui un respect dans borne et une estime à l'épreuve de tout. Il ne lui a rien reproché personnellement, il même supposé une intention nuisible. Il a mis sur le compte de l'administration et du parti radical tout ce qu'il a dit sur le système de fraude pratiqué dans les élections d'Etat, et il s'est abstenu de dévoiler ce que dans ce système odieux il pouvait y avoir de menaçant contre les libertés du pays et contre l'avenir de la république.

Mais si Greeley ne dévoile rien, ne dénonce rien, il revient sans cesse sur la nécessité de la réforme, sur le besoin d'un changement administratif; et cette persistance chez lui est grosse de signification d'importance. Greeley, il ne faut pas l'oublier, est un vrai républicain dans le sens honnête du mot; il désire la république pour tous afin qu'elle profite à tous et que tous aient intérêt à la soutenir comme la meilleure forme de gouvernement que l'Amérique puisse avoir. Greeley, enfin, quel que soit son passé, veut avoir et conserver ce qu'on a déjà eu, moins les excès et les abominations de la guerre qu'il déplore le premier. Ses bonnes intentions sont prouvées de nouveau par son discours de Baltimore et nous croyons que M. Chas. O'Conor, en l'appelant un génie transcendant mais malfaisant, est allé trop loin. Greeley a certainement de grandes facultés intellectuelles, mais ces facultés alliées à des préjugés de prédilections sévères et auxquels Greeley n'a jamais manqué, ne peuvent le porter au mal dans la mesure indiquée par le célèbre avocat de New York. En dépit de ce jugement, Greeley restera pour nous et pour beaucoup d'autres le philosophe de Chappaqua, ami de la nature et des gouvernements honnêtes.

Le Crime de la Prusse.

Le crime de lèse-humanité de la Prusse qui force les malheureux Alsaciens-Lorrains à prendre le chemin de l'exil sous peine de se faire sujets de Guillaume, est apprécié diversement par les journaux américains. Nous empruntons au *Courrier des Etats-Unis* les citations suivantes :

Le World [illegible] aux Alsaciens-Lorrains un article demi sérieux, demi ironique :

Quoi que M. Carlyle et d'autres érudits [illegible] et la Lorraine ont été originairement allemandes par la France, personne ne peut contester que la grande majorité de leurs habitants sont maintenant Français de cœur et de sentiments. En fait les Alsaciens [illegible] la doctrine [illegible] parfaitement et entièrement Français que les Parisiens et de la gauche de la France en un dialecte approchant davantage du français que les patois de la plupart des cantons de la Nouvelle-Angleterre obéissant le gloire d'un compatriote [illegible] l'apôtre de l'assistance. L'Alsacien de cœur a donc dû éprouver un mouvement de compassion en pensant aux milliers de personnes dont les sentiments sont blessés par cette présomptueuse décision de Berlin dix habitants de ces provinces d'avoir à se germaniser à bref délai ou à partir. La politique de temps pour cette dernière alternative est entièrement exprimée, et les Alsaciens et Lorrains qui préfèrent à rester Français sont expulsés. Les émotions patriotiques d'un homme qui vivent dans très profondément, mais la nécessité de gagner sa vie et le désir de conserver les biens qu'il peut avoir amassés sont plus puissants encore, et l'on peut prédire avec certitude que les habitants outragés de ces provinces forceront à un grand exode pour rester où ils sont. L'Alsacien qui a émigré en Amérique doit donc se préparer, quand il ira visiter sa province natale, à voir son ami lui serrer, au lieu du vis-de-vent autrefois préparé pour le retour de l'enfant prodigue, le vulgaire *Kaiberuri* des dominateurs, et à entendre les lèvres d'où sortaient jadis des mots français, s'efforcer d'émettre des sons gutturaux oubliés depuis longtemps de la langue teutonique. C'est dur pour l'exilé, c'est dur aussi pour son compatriote resté au pays. Mais en somme c'est moins dur que de mendier, et ils devront se soumettre. Toutefois, bien des gens seront obligés de se la nature humaine outragée obligera les habitants de l'Alsace, en comme il faudra prononcer dorénavant, l'Elsass, qu'ils se soulagent à l'occasion en disant chez eux du mal du Kaiser.

Le *Times*, l'organe de M. Grant, félicite l'Allemagne de l'excellente acquisition qu'elle a faite avec le territoire de l'Alsace et de la Lorraine :

Le 1er octobre 1872 sera une date mémorable dans les annales de l'Europe *sans* (sic) et de la Lorraine. A partir de ce jour, les habitants des provinces conquises ont cessé d'avoir le droit de choisir leur nationalité. Tous les Français, hommes et femmes, qui n'ont pas affirmé leur désir de rester enfants de la belle France, sont devenus en ce jour sujets de l'empereur Guillaume, et ceux qui ont déclaré leur option pour la nationalité française, mais qui ont néanmoins continué à habiter leurs anciens domiciles, sont aussi devenus *ipso facto* sujets allemands. Les *Elsaciens* sont toujours formés un peuple patriarcal, attachés avec tenacité à leur province, et conservant à un degré remarquable des usages et des coutumes distinctives: et les embarras que leurs revers leur ont causés dans ces derniers jours éveillent la sympathie générale. Une publication a récemment indiqué comme il suit les gains que la dernière guerre a valus à l'Allemagne du Nord :

Les principales villes et forteresses de l'Alsace et de la portion de la Lorraine que les Allemands nous ont prises.

En somme, conclut le *Times*, l'Alsace revient aux Allemands une propriété bien meilleure que lorsqu'elle avait été prise.

La *Tribune* constate le fait de l'immigration en masse sans trop laisser voir son opinion.

Les citoyens d'Alsace et de Lorraine, dit-elle, qui préfèrent ne pas vivre sous le régime allemand, ont été longtemps à se décider entre la France et l'Allemagne. L'expiration de la période de temps accordée pour l'option a surpris un nombre immense d'entre eux encore hésitant dans leurs anciens domiciles. Mais l'émigration finale des provinces annexées est à peu près terminée, et l'accession de population aux villes sous la juridiction française sera très considérable. Nancy seul gagne 58,000 âmes, Metz, qui avait une population de 50,000 âmes il y a dix ans, est réduit, dit-on, à 10,000. Il est arrivé rarement dans les temps modernes qu'un sentiment ait causé un tel mouvement de population.

Nous continuons à trouver dans le *Herald* plus d'impartialité que chez la plupart de ses confrères. Il s'exprime ainsi :

Tristes doivent être les mêmes qui se voient maintenant en Alsace et en Lorraine. Les Français quittent ces provinces par milliers. Dimanche dernier, il n'est pas parti moins de 19,000 hommes, femmes et enfants, de Strasbourg pour le territoire français. C'est un des fruits amers de la guerre. Nous honorons les Français pour leur amour de leur patrie, mais nous ne pouvons blâmer les Allemands. Si les Français avaient été vainqueurs, il est certain que l'Allemagne eût été démembrée, et ensuite et nécessairement cruelle. Si la France tire jamais l'épée pour la revanche, la mémoire de cet exode donnera de la force à son bras.

L'*Express* ne dit qu'un mot, et il est malheureux pour ce journal que ce mot soit une erreur. Il dit :

Les journaux de cette ville notent une espèce de phénomène sentimental dans son genre, l'émigration française en masse d'Alsace, afin d'éviter le régime allemand, mais, *comme cet exode est volontaire (!)*, il semble n'y avoir que peu de sympathie pour les exilés.

Les lignes suivantes du *Commercial Advertiser* peignent la vérité de la situation :

Pendant la dernière guerre franco-prussienne, Bismark a dit-on, déclaré que les Allemands veulent l'unité, et que l'acquisition de l'Alsace et de la Lorraine ne serait pas vue avec faveur, parce que, bien que les habitants de ces provinces parlent généralement allemand, ils seraient des sujets délégaux. Néanmoins, plus tard M. Bismark a insisté pour avoir ces provinces, et depuis plusieurs mois il s'efforce de les unifier, entreprise qui n'a pas encore eu de succès. L'agitation y a été en partie manoeuvre. Les Alsaciens ne veulent pas être germanisés, et comme ils n'ont aucun espoir de briser le joug impérial, ils recourent à l'émigration comme le seul moyen de se soustraire à un drapeau détesté. Metz est presque désert. Dans la dernière quinzaine, 16,000 personnes sont parties de cette ville. Près de 90,000 Alsaciens sont déjà ou vont aller à Nancy, et beaucoup d'autres émigrent autre part. Les Allemands font un désert, et ils appellent cela la paix.

Terminons par cette citation de l'*Evening Mail* :

Les dépêches de Paris sont pleines de détails douloureux sur l'exode de leur pays natal des citoyens d'Alsace et de Lorraine qui ont préféré rester Français, et qui, en conformité des cruelles stipulations de la loi d'expatriation allemande, et en conséquence de la folle guerre dans laquelle Louis-Napoléon a plongé la France, sont forcés d'abandonner leurs foyers. Les champs de bataille de Gravelotte, Sedan et Bapaume présentaient des vues terribles et affreuses, mais on n'était rien en comparaison des scènes à rendre le cœur qui ont lieu actuellement en Alsace et en Lorraine.....

..... Si grand et magnifique que paraisse aujourd'hui l'empire allemand, tous les Allemands ne doivent ils pas tourner un regard d'amertume et de regret vers leur pays? Le prix de sa grandeur et de sa splendeur est terrible. Des lois de conscription oppressives, une presse muselée, la crainte constante de nouvelles guerres sanglantes, la spoliation en Alsace et en Lorraine des sciences de dernière heure lieu en France au XVIIe siècle après la révocation de l'Edit de Nantes, tel est le prix de la grandeur militaire de l'Allemagne. Y a-t-il lieu d'être surpris que les sujets de Guillaume viennent par dizaines de milliers dans le Nouveau-Monde, et que le gouvernement allemand, alarmé de cet exode, menace de traiter les émigrants comme des malfaiteurs?

La liberté a fait d'immenses pas ces avant dans les dernières années. Mais la France l'a conquise, pour toujours il faut l'espérer. Les citoyens d'Alsace et de Lorraine préfèrent de renoncer à leurs foyers plutôt que de se soumettre à un despotisme dur et contraire à leur liberté. Les Allemands ont gagné des provinces, mais ils ont perdu des hommes, volontairement exilés, et leur liberté règne dans le pays auquel ils ont tout attachés malgré ses malheurs; et cela est mieux que les bons les gloires de Sedan, de Metz et de Gravelotte.

Les Réactionnaires.—Le premier conseil de guerre de Marseille a statué souverainement sur le sort des quatre réfractaires des Bouches-du-Rhône, appartenant à la commune de Châteauneuf-les-Martigues. Le nommé Bérard, Jean-François, garde champêtre, déclaré coupable d'avoir abandonné son bataillon à Marseille, a été condamné à la dégradation de travaux publics et à trois ans de prison. Le nommé Vérgnol (Frédéric), déclaré coupable de la même faute, a été également condamné à deux ans de travaux publics et aux frais. Les deux autres [illegible] ont été acquittés.

— Un certain nombre de radicaux qualités de Montpellier ont récemment tracé des arbres de la liberté pour chanter à leurs pieds des hymnes patriotiques. On les condamnés à [illegible] aux pétrins! Vive Pelagaud! La Lyre accompagné de guitare qui fait [illegible] [illegible] Vive Pelagaud! [illegible] radical que voici :

"Vive Pelagaud qui vient de [illegible] produire à l'occasion de la plantation d'arbres de la liberté, et qui [illegible] perpétuelles [illegible]

Antienne:

"Toute manifestation autour des arbres de la liberté et sur les autres parties de la voie publique, est interdite."

Aucun [illegible] ne sera plus [illegible] à l'avenir sans notre autorisation. [illegible]

[illegible]

"Alex Cosse."

Louisiana.

Correspondance de l'*Abeille*.

Faubourg de Plaisance, Le 8 octobre 1872.

De bonne heure j'ai [illegible] pour [illegible] qu'il est vieillit, [illegible] [illegible] [illegible] qui [illegible] dans notre climat [illegible] La vérité est que des malaria, [illegible] de guerre, des [illegible] [illegible] [illegible]